

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION EXTRAORDINAIRE 1991-1992 (*)

27 MARS 1992

PROPOSITION DE LOI

**visant à renforcer le caractère
démocratique de la gestion
communale**

(Déposée par M. Ansoms)

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Que cela lui plaise ou non, le citoyen a, dans notre société, des rapports de plus en plus fréquents avec les autorités locales. Il n'est pour ainsi dire aucun aspect de l'existence qui échappe totalement à l'influence de la politique. Aussi, le citoyen a le sentiment que le rôle des autorités locales ne se limite pas à l'enregistrement des naissances et des décès, des mariages et des divorces, et des arrivées et des départs dans la commune. Il attend des autorités communales qu'elles prennent des initiatives en matière d'aménagement du territoire, d'environnement, de sécurité routière, d'activités culturelles et récréatives, d'aide sociale, etc.

Ces nouvelles aspirations que le citoyen nourrit à l'égard de sa commune, ainsi que la maturité croissante qu'il doit à une formation scolaire meilleure et plus longue, ont fait naître chez lui un désir d'être associé plus étroitement à la gestion communale.

Le citoyen est de plus en plus conscient de ce que son sort dépend des décisions politiques, dont les effets lui sont tantôt bénéfiques, tantôt préjudiciables. Ces répercussions sur la vie du citoyen sont les plus perceptibles lorsqu'elles résultent de décisions des

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

BUITENGEWONE ZITTING 1991-1992 (*)

27 MAART 1992

WETSVOORSTEL

**tot verdere democratisering
van het gemeentebestuur**

(Ingediend door de heer Ansoms)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Of hij het nu graag heeft of niet, de inwoner heeft in de huidige samenleving veel meer dan vroeger te maken met de lokale overheid. Er kan nauwelijks een dimensie van het bestaan opgenoemd worden waarbij de politiek op een of andere wijze geen invloed heeft. De inwoner voelt aan dat de functie van de plaatselijke overheid verder reikt dan het registreren van geboorte en dood, huwelijk en scheiding, vestiging en vertrek, enz. Hij heeft ten opzichte van zijn gemeentebestuur duidelijke verlangens inzake ruimtelijke ordening, milieuzorg, verkeersleefbaarheid, culturele en recreatieve mogelijkheden, sociale zorg, enz.

Al deze nieuwe verlangens van de burger ten opzichte van het gemeentebestuur, en zijn groeiende mondigheid door een betere en langere schoolse vorming, hebben de drang tot een grotere deelname aan het beleid doen ontstaan.

De burger beseft meer en meer dat de politiek mede over zijn lot beslist, en dat hij daarvan positieve of negatieve gevolgen ondervindt. Dit laatste geldt het duidelijkst voor de lokale besturen, het niveau dat het dichtst bij zijn concrete dagelijkse leven

(*) Première session de la législature n° 48.

(*) Eerste zitting van de 48e zittingsperiode.

autorités locales, puisque c'est à ce niveau que le pouvoir est le plus proche de la vie quotidienne de chacun. C'est pourquoi le citoyen désire être informé des décisions qui sont prises et souhaite, plus que jamais, qu'il soit tenu compte de son opinion.

Certaines administrations communales ont compris ces signes de notre temps et ont infléchi leur politique dans le sens d'une meilleure information et d'une participation accrue. C'est ainsi que des bulletins ou périodiques d'information sont apparus, que divers organes consultatifs ont été créés, que des réunions d'information et de participation ont été organisées, etc. Ces administrations communales sont conscientes du fait que la démocratie communale ne peut se limiter à la consultation des électeurs tous les six ans. Toutefois, certaines administrations communales restent sourdes aux aspirations du citoyen adulte et voient toutes sortes de comités d'action se dresser contre elles. Dans une démocratie moderne, chaque citoyen a le droit d'être informé et de participer à la prise des décisions. La reconnaissance de ce droit ne peut en aucun cas dépendre du bon vouloir de l'administration communale. C'est pourquoi nous tenons à donner au citoyen des moyens légaux propres à lui permettre de faire respecter ce droit à l'information et à la participation. Tel est l'esprit dans lequel la présente proposition de loi a été conçue.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

La portée de l'ancien article 102 de la nouvelle loi communale est réduite au droit de l'autorité de tutelle de prendre communication des délibérations du conseil communal. La raison en est qu'en tant qu'il appartient au citoyen, ce droit est à présent précisé dans la nouvelle loi communale et réglé en détail dans les articles suivants de notre proposition.

Art. 2

Cet article vise à obliger l'autorité communale à indiquer, en plus du fondement juridique de sa décision, les faits et motifs qui justifient celle-ci. L'article précise clairement que l'indication du fondement juridique et des motifs constitue un élément essentiel des délibérations.

Les habitants de la commune auront ainsi la possibilité de prendre connaissance des raisons, parfois moins évidentes, qui expliquent les décisions prises. Afin de protéger la vie privée des citoyens, les données relatives à des personnes ne seront communiquées qu'aux personnes concernées, dans le respect des nouveaux articles 116*bis* et 116*ter*.

staat. Hij verlangt klaar te weten waarover beslist wordt in het beleid en meer dan ooit wenst hij dat met zijn mening terzake rekening wordt gehouden.

Verschillende gemeentebesturen hebben deze tekenen des tijds verstaan, en zijn overgegaan tot een grondiger informatie- en inspraakbeleid. Officiële informatiebladen zijn ontstaan, allerlei adviesorganen werden opgericht, informatie- en inspraakvergaderingen werden georganiseerd, enz. Deze gemeentebesturen beseffen dat de gemeentelijke democratie niet mag ophouden bij de zesjaarlijkse consultatie van de inwoners via de gemeenteraadsverkiezingen. Sommige gemeentebesturen blijven echter min of meer doof voor de hedendaagse verlangens van de mondige burger. Daar zien wij dan allerlei actiecomités ontstaan, die zich richten tegen het gemeentebestuur. Informatie en inspraak zijn een recht voor elke burger in een hedendaagse democratie; zij mogen niet afhangen van de goede wil van het gemeentebestuur. Daarom houden wij eraan de burger een wettelijk instrumentarium ter hand te stellen, dat dit recht op informatie en inspraak afdwingbaar maakt. Dit is de geest van het voorliggende wetsvoorstel.

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELN

Artikel 1

Het oorspronkelijke artikel 102 van de nieuwe gemeentewet wordt gereduceerd tot het inzage-recht van de toezichthoudende overheid. De reden is dat in volgende artikelen van dit wetsvoorstel het inzage-recht van de burger uitgebreid wordt behandeld en ingeschreven in de nieuwe gemeentewet.

Art. 2

De bedoeling van dit artikel is de gemeentelijke overheid te verplichten om naast de rechtsgronden waarop zij de beslissing neemt, tevens een voldoende motivatie voor de genomen beslissing aan te geven. Er wordt duidelijk in het artikel gesteld dat én de rechtsgrond én de inhoudelijke motivering een essentieel bestanddeel vormen van de besluiten.

De inwoners krijgen hierdoor de mogelijkheid om kennis te nemen van de mogelijke achtergronden van de genomen beslissingen. Teneinde de privacy niet in het gedrang te brengen, worden de gegevens van personen, mits inachtneming van de nieuwe artikelen 116*bis* en 116*ter*, slechts medegedeeld aan de personen zelf waarop zij betrekking hebben.

Art. 3 et 4

Le titre I^{er}, chapitre IV, section 2, de la nouvelle loi communale a été adapté afin de tenir compte des pratiques modernes en matière de communication et de publication.

La publication aura lieu selon le procédé classique de l'affichage, mais certaines informations, telles que l'objet de la décision ou de l'ordonnance, la date d'approbation et l'indication de l'attitude de l'autorité de tutelle, devront désormais être publiées. D'autre part, le texte du règlement devra pouvoir être consulté par chacun à la maison communale et ceux qui le désirent pourront en obtenir une copie. Afin d'éviter les abus, il sera loisible à l'autorité communale de réclamer une participation minime.

Dans les circonstances exceptionnelles définies à l'article 134, le bourgmestre peut faire des ordonnances de police. Dans ce cas, le texte complet doit être affiché. L'obligation faite au bourgmestre, dans le cadre des exigences relatives à la publication, de tenir un registre accessible au public, constitue également un élément important qui permettra de prévenir toute contestation quant à la date d'entrée en vigueur des règlements et ordonnances.

Cette disposition laisse en outre la commune libre de faire connaître ses décisions par d'autres moyens. C'est ainsi que l'autorité communale pourra en assurer la publication en faisant appel aux radios locales, aux centres culturels, aux bibliothèques et peut-être, dans un proche avenir, aux télévisions locales.

C'est toutefois le bulletin d'information communal qui constituera l'organe d'information par excellence.

Nous avons également attaché une grande importance à la protection de la vie privée dans le cadre de cet article, celui-ci prévoyant que les décisions relatives à des personnes doivent leur être notifiées personnellement.

Art. 5

La présente proposition de loi insère au Titre I^{er} de la nouvelle loi communale un chapitre V entièrement nouveau, intitulé « Des rapports entre l'administration communale et le citoyen ». Dans notre société moderne, les contacts entre le citoyen et l'autorité locale sont beaucoup plus nombreux que par le passé. Il convenait donc de consacrer un chapitre distinct à ce problème.

a) Le nouvel article 116*bis* de la loi communale accorde à chaque habitant de la commune ainsi qu'à toute personne pouvant justifier d'un intérêt quelconque, le droit de consulter de nombreux documents, pièces et délibérations de l'administration communale tels que : l'ordre du jour du conseil communal, les justifications succinctes, délibérations et

Art. 3 en 4

Titel I, Hoofdstuk IV, afdeling 2, van de nieuwe gemeentewet werd aangepast aan de hedendaagse manier van communicatie en bekendmaking.

De bekendmaking gebeurt via de klassieke manier van aanplakbrieven, maar bevat een aantal gegevens zoals het voorwerp van de beslissing of verordening, de datum van goedkeuring en de houding van de toezichthoudende overheid. Bovendien moet de tekst van het reglement ter inzage liggen voor de belangstellenden op het gemeentehuis en kan hij of zij er een afschrift van bekomen. Aan de gemeentelijke overheid wordt de vrijheid gelaten om al dan niet een minimale retributie in te voeren teneinde misbruiken te vermijden.

In uitzonderlijke omstandigheden, zoals bepaald in artikel 134, kan de burgemeester politieverordeningen maken. In zo'n geval moet de volledige tekst worden aangeplakt. Belangrijk is eveneens dat de burgemeester in verband met de vereisten van de bekendmaking een register moet bijhouden dat door het publiek kan worden geraadpleegd. Op deze wijze kan er geen discussie ontstaan over de aanvangsdatum van de reglementen en verordeningen.

Daarnaast wordt aan de gemeente de vrijheid gelaten om via andere wegen tot bekendmaking over te gaan. Denken we maar aan de lokale radio's, culturele centra, bibliotheken en, misschien, in de nabije toekomst, de lokale TV.

Het gemeentelijk informatiebeleid wordt in deze context wel de consultatiebron bij uitstek.

Opnieuw wordt in dit artikel enorm belang gehecht aan de privacy : besluiten betreffende individuele personen moeten persoonlijk betekend worden.

Art. 5

Door dit wetsvoorstel wordt in titel I een volledig nieuw hoofdstuk V ingevoegd in de nieuwe gemeentewet onder de titel « Verhouding tussen het gemeentebestuur en de burgers ». In onze moderne samenleving komt de burger veel meer in contact met de plaatselijke overheid dan vroeger. Een afzonderlijk hoofdstuk over deze problematiek dringt zich dan ook op.

a) In het nieuw toegevoegd artikel 116*bis* van de gemeentewet wordt niet alleen aan de inwoner, maar aan ieder ander persoon die daarvan enig belang kan doen blijken, het recht toegekend om inzage te nemen van talrijke besluiten, stukken, documenten van het gemeentebestuur, zoals daar zijn : de agenda van de gemeenteraad, de beknopte toelichting, be-

procès-verbaux du conseil communal, les rapports des discussions en séance du conseil, la note de politique, le rapport annuel, les procès-verbaux des discussions au sein des commissions communales et les avis.

Outre le droit de consulter ces documents, l'article 5 instaure également le droit d'en obtenir une copie.

b) L'article 116^{ter} permet à tous les intéressés d'introduire une demande auprès du collège et du bourgmestre afin d'obtenir communication des délibérations et de leur motivation.

Les autorités communales concernées examinent la demande et statuent sur sa recevabilité. L'énumération des motifs d'irrecevabilité est toutefois limitative : la demande est irrecevable lorsqu'il s'agit de personnes, lorsqu'il y va des intérêts financiers ou économiques de la commune ou de la sécurité publique ou lorsqu'elle porte sur des données relatives à des entreprises ou à des procédés de fabrication. Si la demande est jugée recevable, l'autorité communale doit fournir l'information demandée dans les trente jours. Si elle est jugée irrecevable, le demandeur peut s'adresser soit au gouverneur, soit au Conseil d'Etat. Cet article laisse cependant entier le droit des juridictions de recueillir des informations auprès des administrations communales.

c) Il est demandé au conseil communal d'organiser une politique communale d'information. Les informations ont trait à la fois au fonctionnement et à l'organisation des services communaux, et à la politique menée par les autorités communales. Il importe de souligner que ces informations doivent être communiquées sous une forme simple. D'autre part, le rapport annuel devra mentionner les résultats de la politique communale d'information.

d) Indépendamment de la politique d'information, le conseil communal veillera également à la mise en œuvre du processus de participation. Il sera dès lors précisé dans la note de politique que le conseil communal prendra les décisions qui s'imposent en vue de déterminer la procédure de participation directe du citoyen par le canal d'organes de participation.

Cette procédure devra régir, d'une part, les rapports entre le conseil communal et les conseils consultatifs, les commissions et les groupes de coordination et, d'autre part, les relations entre le citoyen et les autorités communales.

La situation en matière de participation du citoyen fera l'objet d'une évaluation dans chaque rapport annuel.

Art. 6

L'article 242 actuel de la loi communale règle le droit du citoyen de prendre communication des budgets et des comptes. Etant donné que notre proposi-

sluiten en notulen van de gemeenteraad, de verslagen van de besprekingen in de raadsvergaderingen, de beleidsnota, het jaarverslag, de notulen van de gemeenteraadscommissies en adviezen.

Naast het inzagerecht wordt tevens het recht van afschrift ingebouwd.

b) In artikel 116^{ter} wordt aan elke belanghebbende tevens de mogelijkheid gegeven in een verzoek de besluiten en de motivering ervan aan het college en de burgemeester afzonderlijk te vragen.

De betrokken gemeentelijke overheden onderzoeken het verzoekschrift en beslissen over de ontvankelijkheid ervan. De redenen om tot onontvankelijkheid te beslissen, zijn echter limitatief opgesomd : indien het om personen gaat, het financieel of economisch belang van de gemeente, de openbare veiligheid en bedrijfs- of fabricagegegevens. Indien het verzoekschrift ontvankelijk wordt verklaard, moet de gemeentelijke overheid binnen de 30 dagen de gevraagde informatie verstrekken. Bij onontvankelijkheid kan de aanvrager zich wenden tot respectievelijk de gouverneur of tot de Raad van State. Dit artikel doet echter geen enkele afbreuk aan de bevoegdheden van de bestaande rechtscolleges om informatie in te winnen bij het gemeentebestuur.

c) De gemeenteraad wordt gevraagd een gemeentelijk informatiebeleid te creëren. De informatie moet zowel betrekking hebben op de werking en de organisatie van de gemeentelijke diensten, als op de toestand van het gemeentelijk gevoerd beleid. Belangrijk hierbij is dat de informatie op eenvoudige manier wordt gegeven. Bovendien dient er in het jaarverslag melding gemaakt te worden van de resultaten van het gemeentelijk informatiebeleid.

d) Naast het informatiebeleid moet de gemeenteraad eveneens oog hebben voor het inspraakgebeuren. In de beleidsnota wordt dan ook gesteld dat de gemeenteraad de vereiste beslissingen neemt om de inspraakprocedure van de burger rechtstreeks of onrechtstreeks langs inspraakorganen vast te leggen.

Deze inspraakreglementering bevat enerzijds de relatie gemeenteraad-adviesraden, commissies en stuurgroepen en anderzijds de verhouding burger-gemeentelijke overheid.

Een evaluatie van dit gebeuren moet jaarlijks opgenomen worden in het jaarverslag.

Art. 6

Het bestaande artikel 242 van de gemeentewet regelt het inzagerecht van de burger inzake de begrotingen en de rekeningen. Vermits het inzagerecht

tion élargit considérablement le droit d'information du citoyen, cet article devient superflu.

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

L'article 102 de la nouvelle loi communale est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 102. — Il ne pourra être refusé au fonctionnaire délégué à cet effet par le gouverneur ou la députation permanente du conseil provincial, communication, sans déplacement, des délibérations du conseil communal ».

Art. 2

Un article 109bis, libellé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 109bis. — En plus de leur fondement légal, toutes les délibérations des autorités communales doivent mentionner dans leur préambule, selon le cas, les faits ou les motifs qui en constituent la motivation.

Pour les règlements, ordonnances et délibérations qui peuvent être consultés à la maison communale conformément à l'article 170, ainsi que pour les délibérations au sujet desquelles des informations peuvent être fournies sur demande en vertu de l'article 171, la mention du fondement légal et de la motivation constitue un élément essentiel de la notification ou de la communication. Toutefois, si cette motivation comporte des données relatives à des personnes, elle ne peut, également dans les conditions prévues aux articles 170 et 171, être communiquée qu'aux personnes auxquelles elle a trait. »

Art. 3

L'article 112 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 112. — § 1^{er}. Aucune délibération ou ordonnance des autorités communales n'est obligatoire si elle n'a été publiée préalablement selon les modalités déterminées ci-après.

§ 2. Les règlements et ordonnances du conseil communal et du collège des bourgmestre et échevins sont publiés par les soins du bourgmestre, par la voie d'affiches informant le public de l'objet du règlement ainsi que de la date de la décision par laquelle il a été

voor de burger nu veel ruimer is, wordt dit artikel overbodig.

J. ANSOMS

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Het artikel 102 van de nieuwe gemeentewet, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 102. — Aan de ambtenaar die daartoe opdracht heeft gekregen van de provinciegouverneur of van de bestendige deputatie van de provincieraad, mag niet worden geweigerd ter plaatse inzage te nemen van de besluiten van de gemeenteraad ».

Art. 2

Een artikel 109bis, luidend als volgt, wordt in de zelfde wet ingevoegd :

« Art. 109bis. — Alle besluiten van de gemeentelijke overheden moeten in hun aanhef, naast de rechtsgrond waarop zij steunen, al naargelang het geval ook de feiten of de redenen vermelden die er de inhoudelijke motivering van uitmaken.

Voor de reglementen, verordeningen en besluiten, die overeenkomstig artikel 170 op het gemeentehuis ter inzage worden gelegd, alsook voor de besluiten waarover in toepassing van artikel 171 op aanvraag informatie wordt verstrekt, vormen de vermelding van de rechtsgrond en van de inhoudelijke motivering een essentieel bestanddeel van de kennisgeving of van de mededeling. Indien de inhoudelijke motivering evenwel gegevens bevat betreffende personen, dan kan deze, eveneens binnen de voorwaarden gesteld in de artikelen 170 en 171, slechts worden meegedeeld aan de personen zelf waarop zij betrekking heeft. »

Art. 3

Artikel 112 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 112. — § 1. Geen besluit of verordening van de gemeentelijke overheden is verbindend dan na te zijn bekendgemaakt op de hierna bepaalde wijze.

§ 2. De reglementen en verordeningen van de gemeenteraad en van het college van burgemeester en schepenen worden door de burgemeester bekendgemaakt door aanplakbrieven waarbij het publiek op de hoogte wordt gebracht van het voorwerp van het

pris et, le cas échéant, de son approbation par l'autorité de tutelle ou de l'expiration du délai imparti à cette autorité pour le suspendre ou l'annuler.

Les affiches comportent une mention indiquant que le texte du règlement est à la disposition du public à la maison communale, où copie peut en être prise.

§ 3. Les règlements pris par le bourgmestre en exécution de l'article 134 sont publiés par ses soins, par la voie d'affiches qui en reprennent le texte. Le public peut également prendre copie du texte du règlement à la maison communale.

§ 4. Sauf disposition contraire, les règlements et ordonnances sont exécutoires le cinquième jour après leur publication.

Les inscriptions faites, par les soins du bourgmestre, dans un registre que le public peut consulter à la maison communale constituent la preuve qu'il a été satisfait aux conditions de publication.

§ 5. Le conseil communal peut fixer des modalités supplémentaires pour la publication des règlements, ordonnances et autres délibérations concernant l'ensemble des citoyens.

Lorsqu'un bulletin d'information communal est édité, ces règlements, ordonnances et délibérations y sont publiés.

Les modalités supplémentaires fixées par le conseil communal, ainsi qu'il est prévu ci-dessus, ne peuvent toutefois comporter aucune condition nouvelle en ce qui concerne l'applicabilité des règlements, ordonnances et délibérations telle qu'elle est régie par les paragraphes précédents.

§ 6. Les délibérations des autorités communales ayant un caractère individuel sont portées à la connaissance des intéressés par notification individuelle. Sauf disposition contraire, ces délibérations sont obligatoires dès leur notification aux personnes concernées ou le premier jour ouvrable qui suit le jour de l'envoi du pli recommandé portant leur notification. Il incombe aux autorités communales de prouver cette notification individuelle. »

Art. 4

L'article 113 de la même loi est abrogé.

Art. 5

Au Titre I^{er} de la même loi, il est ajouté un chapitre V, contenant les articles 116bis à 116quinquies et intitulé « Des rapports entre l'administration communale et le citoyen ».

règlement, de datum van de beslissing waarbij het werd vastgesteld en desgevallend van de goedkeuring door de toezichthoudende overheid of van het verstrijken van de termijn voor de schorsing of de vernietiging ervan door deze overheid.

De aanplakbrieven delen mee dat de tekst van het règlement ter beschikking is van het publiek ten gemeentehuize, waar er een afschrift kan van worden genomen.

§ 3. De door de burgemeester in uitvoering van artikel 134 genomen reglementen worden door hem bekendgemaakt door middel van aanplakbrieven die de tekst van de reglementen bevatten. Van de tekst van het règlement kan door het publiek eveneens afschrift worden genomen op het gemeentehuis.

§ 4. De reglementen en verordeningen zijn uitvoerbaar de vijfde dag na hun bekendmaking, behalve wanneer zij het anders bepalen.

Het voldoen aan de vereisten van de bekendmaking wordt bewezen door het bijhouden door toedoen van de burgemeester van een register dat door het publiek op het gemeentehuis kan worden geraadpleegd.

§ 5. Voor de bekendmaking van de reglementen, verordeningen en alle andere besluiten die de algemeenheid van de burgers aanbelangen, kan de gemeenteraad tevens bijkomende modaliteiten vaststellen.

Indien er een gemeentelijk informatieblad wordt uitgegeven, worden deze daarenboven daarin bekendgemaakt.

De door de gemeenteraad voor de verdere bekendmaking te bepalen bijkomende modaliteiten mogen evenwel geen nieuwe vereisten inhouden betreffende de uitvoerbaarheid, zoals die geregeld is in de voorgaande paragrafen.

§ 6. Besluiten van de gemeentelijke overheden, die slechts individuele personen aanbelangen, worden bekendgemaakt door individuele betekening. Tenzij anders is bepaald, zijn deze besluiten bindend onmiddellijk nadat daarvan aan de betrokken persoon kennis werd gegeven of de eerste werkdag nadat zij aangetekend werden verzonden. De gemeentelijke overheden dragen de bewijslast van de individuele betekening. »

Art. 4

Artikel 113 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 5

In titel I van dezelfde wet wordt een hoofdstuk V toegevoegd dat de artikelen 116bis tot 116quinquies bevat en met als titel : « Verhouding tussen het gemeentebestuur en de burgers ».

« Art. 116bis. — § 1^{er}. Toute personne a le droit de prendre connaissance, à la maison communale, du préambule visé à l'article 109bis et du texte des règlements et ordonnances des autorités communales, dès que ceux-ci ont été publiés conformément aux dispositions de l'article 112.

§ 2. Sans préjudice des dispositions légales en vigueur, tout habitant de la commune ainsi que toute personne pouvant justifier d'un intérêt suffisant ont le droit de consulter les pièces, délibérations et documents suivants :

1) l'ordre du jour du conseil communal ainsi que le commentaire succinct qui y est joint conformément à l'article 87;

2) le préambule visé à l'article 109bis et le texte de toutes les autres délibérations du conseil communal qui ne sont pas visées au § 1^{er} du présent article, à l'exception toutefois des résolutions prises à huis clos, aussi longtemps que le conseil communal n'a pas décidé de les rendre publiques. Toutefois, si la motivation contient des données relatives à des personnes, celle-ci ne peut être communiquée qu'aux personnes concernées par les délibérations, et ce, aux conditions prévues à l'article 171;

3) les procès-verbaux des séances du conseil;

4) les rapports relatifs aux débats en séance du conseil, pour autant que le conseil communal ait prévu d'établir ces rapports dans son règlement d'ordre;

5) la note de politique établie chaque année par le collège des bourgmestre et échevins comme prévu à l'article 96, ainsi que le budget et la modification du budget adoptés par le conseil communal;

6) le rapport annuel sur l'état des affaires de la commune, établi chaque année par le collège des bourgmestre et échevins comme prévu à l'article 240, les comptes soumis au conseil pour règlement provisoire et les comptes approuvés par les autorités de tutelle;

7) les procès-verbaux des discussions au sein des commissions communales, pour autant que le conseil communal ait prévu d'établir ces procès-verbaux dans son règlement d'ordre;

8) le texte des avis transmis aux autorités communales par les commissions ou les conseils consultatifs créés ou agréés par le conseil communal.

§ 3. Les personnes autorisées à consulter les documents visés ci-avant peuvent également en prendre copie. »

« Art. 116ter. — § 1^{er}. A condition de justifier d'un intérêt suffisant, tout habitant de la commune ainsi que toute autre personne peut introduire auprès de l'administration communale une demande afin d'obtenir communication de la motivation et du texte des résolutions prises soit par le collège des bourgmestre

« Art. 116bis. — § 1. Eenieder heeft het recht op het gemeentehuis inzage te nemen van de in artikel 109bis bedoelde aanhef en van de tekst van de reglementen en verordeningen van de gemeentelijke overheden zodra deze overeenkomstig het bepaalde in artikel 112 zijn bekendgemaakt.

§ 2. Zonder op enigerlei wijze afbreuk te doen aan de bestaande wettelijke bepalingen, heeft iedere inwoner alsook iedere andere persoon die daarvan een voldoende belang kan doen blijken, het recht van inzage van de volgende stukken, besluiten en documenten :

1) de agenda van de gemeenteraad en de bijhorende beknopte toelichting, zoals bedoeld in artikel 87;

2) de in artikel 109bis bedoelde aanhef en de tekst van alle andere niet in § 1 van dit artikel bedoelde besluiten van de gemeenteraad, met uitzondering evenwel van die welke met gesloten deuren werden genomen en dit zolang de gemeenteraad niet beslist heeft ze openbaar te maken. Indien in de inhoudelijke motivering evenwel gegevens voorkomen die personen betreffen, dan mag deze alleen worden medegedeeld aan de personen zelf waarop de besluiten betrekking hebben en dit onder de voorwaarden zoals bepaald in artikel 171;

3) de notulen van de raadsvergaderingen;

4) de verslagen van de besprekingen in de raadsvergaderingen als de gemeenteraad in zijn reglement van orde beslist heeft dat deze zullen worden opgesteld;

5) de jaarlijks door het college van burgemeester en schepenen voor te leggen beleidsnota, zoals bedoeld in artikel 96 en de door de gemeenteraad goedgekeurde begroting en begrotingswijziging;

6) het jaarlijks door het college van burgemeester en schepenen uit te brengen verslag over de toestand van de gemeentezaken, zoals bedoeld in artikel 240, de rekeningen zoals die ter voorlopige vaststelling aan de raad worden voorgelegd evenals de rekeningen die inmiddels werden goedgekeurd door de toezichthoudende overheden;

7) de notulen van de besprekingen die in de gemeenteraadscommissies werden gevoerd als de gemeenteraad in zijn reglement van orde beslist heeft dat deze zullen worden opgesteld;

8) de tekst van de adviezen, die aan de gemeentelijke overheden werden verstrekt, van de door de gemeenteraad opgerichte of erkende adviesraden of commissies.

§ 3. Het recht van inzage houdt tevens het recht in om afschrift te nemen van de desbetreffende stukken. »

« Art. 116ter. — § 1. Op voorwaarde dat hij van een voldoende belang doet blijken, kan elke inwoner en elke andere persoon bij het gemeentebestuur een verzoek indienen om inzage of mededeling te krijgen van de motivering en van de tekst van de besluiten, die hetzij door het college van burgemeester en sche-

et échevins, soit par le bourgmestre et qui concernent les affaires de la commune.

La demande se fait par écrit et mentionne les raisons qui la motivent.

§ 2. Les autorités communales concernées statuent sur la recevabilité de la demande et communiquent leurs conclusions au demandeur dans les dix jours qui suivent la réception de la demande.

Pour examiner la recevabilité de la demande, il y a lieu d'établir une distinction selon que la demande concerne le préambule de la délibération, visé à l'article 109bis, ou le texte de la délibération elle-même.

L'autorité communale concernée peut déclarer la demande d'information irrecevable en tant qu'elle a trait à ces deux éléments ou à l'un d'eux seulement :

1) lorsqu'il s'agit de personnes, auquel cas l'information demandée ne peut être communiquée qu'à la personne visée par la délibération;

2) lorsque l'intérêt financier ou économique de la commune doit primer l'intérêt invoqué par le demandeur;

3) lorsque la sécurité publique et la recherche ou la poursuite de faits délictueux risquent d'être compromises;

4) lorsqu'il y aurait divulgation de données relatives à des entreprises ou à des procédés de fabrication, communiquées à titre confidentiel. Toutefois, lorsqu'elles figurent dans un dossier qui fait ou a fait l'objet d'une enquête publique, ces données ne peuvent être considérées comme confidentielles.

§ 3. Si la demande est jugée recevable, l'information est fournie dans les trente jours qui suivent la notification de la recevabilité. Si la demande est jugée irrecevable, le demandeur peut s'adresser au gouverneur ou au Conseil d'Etat.

§ 4. Les dispositions du présent article ne préjudicient nullement au droit des cours et tribunaux, des juridictions administratives et du Conseil d'Etat de recueillir des informations relatives à ces pièces et délibérations auprès des administrations communales lorsqu'ils sont saisis d'un litige. »

« Art. 116quater. — Sur la base d'une note de politique établie par le collège des bourgmestre et échevins, le conseil communal prend les décisions requises pour organiser la politique communale d'information.

Cette politique d'information doit avoir pour objet de fournir des informations relatives tant à l'organisation et au fonctionnement des services commu-

penen hetzij door de burgemeester werden genomen en die gemeentelijke aangelegenheden betreffen.

Het verzoek wordt schriftelijk ingediend en moet de redenen van de aanvraag vermelden.

§ 2. De aanvraag wordt door de betrokken gemeentelijke overheden op haar ontvankelijkheid onderzocht en hiervan wordt aan de aanvrager mededeling verstrekt binnen de tien dagen na ontvangst van de aanvraag.

Bij het onderzoek van de ontvankelijkheid moet een onderscheid worden gemaakt al naargelang de vraag om informatie enerzijds betrekking heeft op de aanhef van het besluit, zoals bedoeld in artikel 109bis, en anderzijds betrekking heeft op de tekst van het besluit zelf.

Zowel voor wat het eerste als voor wat het tweede bestanddeel van de informatieaanvraag betreft als voor beide bestanddelen samen kan de betrokken gemeentelijke overheid beslissen tot onontvankelijkheid :

1) indien het om personen gaat. In dit geval kan de gevraagde informatie alleen worden meegedeeld aan de personen zelf waarop het besluit betrekking heeft;

2) indien het financieel of het economisch belang van de gemeente van groter belang moet worden geacht dan het belang dat de indiener van het verzoekschrift op het oog heeft;

3) indien de openbare veiligheid en de opsporing of de vervolging van strafbare feiten hierdoor in het gedrang zou kunnen gebracht worden;

4) indien hierdoor bedrijfs- of fabricagegegevens, die vertrouwelijk werden meegedeeld, zouden worden bekendgemaakt. Indien dergelijke gegevens evenwel zijn opgenomen in een dossier, waarover een openbaar onderzoek lopende is of eerder werd ingebracht, dan kunnen deze niet als van vertrouwelijke aard worden geacht.

§ 3. Indien de aanvraag ontvankelijk werd verklaard, wordt de gevraagde informatie verstrekt binnen de dertig dagen na de melding van de ontvankelijkheid. Indien de aanvraag niet ontvankelijk werd verklaard, kan de aanvrager zich wenden tot de gouverneur of tot de Raad van State.

§ 4. De in dit artikel opgenomen bepalingen doen geen enkele afbreuk aan de bevoegdheden van de hoven en rechtbanken, van de administratieve rechtscolleges en van de Raad van State om, in geval van bij hen aanhangig geschil, bij het gemeentebestuur informatie in te winnen over de desbetreffende stukken en besluiten. »

« Art. 116quater. — Op basis van een door het college van burgemeester en schepenen voorgelegde beleidsnota, neemt de gemeenteraad de vereiste beslissingen om vorm te geven aan het gemeentelijk informatiebeleid.

Het hiervoor bedoelde informatiebeleid betreft zowel het verstrekken van voorlichting over de organisatie en de werking van de gemeentelijke diensten

naux qu'à la préparation, à la réalisation et à la mise en œuvre de la politique menée par les autorités communales.

Les autorités communales concernées veillent à ce que ces informations soient communiquées d'une manière claire et accessible à tous.

Chaque année, il sera fait état des réalisations en ce domaine dans le rapport annuel prévu à l'article 240. »

« Art. 116quinquies. — Sur la base d'une note de politique établie par le collège des bourgmestre et échevins, le conseil communal prend les décisions requises afin d'assurer, pour les matières pour lesquelles il le juge utile au bon déroulement du processus décisionnel et indépendamment des obligations légales en vigueur en la matière, la participation des citoyens à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique communale, et afin de préciser les modalités et procédures propres à garantir cette participation.

Ces décisions règlent, d'une part, l'échange d'informations et la collaboration entre les instances communales et les conseils consultatifs, commissions ou groupes de coordination créés ou agréés par le conseil communal et, d'autre part, les autres formes de participation permettant aux citoyens intéressés ou justifiant d'un intérêt d'être associés à titre consultatif à l'élaboration et, le cas échéant, à l'exécution des décisions de gestion les concernant.

Chaque année, il sera fait état des initiatives et réalisations en ce domaine dans le rapport annuel visé à l'article 240. »

Art. 6

L'article 242 de la même loi est abrogé.

5 février 1992.

als over de voorbereiding, de realisatie en de uitvoering van het gemeentelijk gevoerd beleid.

De betrokken gemeenteverhuden dragen er hierbij zorg voor dat de informatie wordt verstrekt op een begrijpelijke en voor de burger toegankelijke wijze.

Elk jaar zal, in het kader van het in het artikel 240 bedoelde jaarverslag, melding worden gemaakt van de realisaties op dit domein. »

« Art. 116quinquies. — Op basis van een door het college van burgemeester en schepenen voorgelegde beleidsnota neemt de gemeenteraad de vereiste beslissingen om daar waar dit door de raad nuttig wordt geacht voor een goede besluitvorming en ongeacht de in dat verband reeds bestaande wettelijke verplichtingen, de inspraak van de burgers bij de totstandkoming en de realisatie van het gemeentelijk beleid te verzekeren en om de modaliteiten en de procedures daarvoor nader te bepalen.

Deze beslissingen regelen enerzijds de onderlinge informatie-uitwisseling en de samenwerking met de door de gemeenteraad erkende of opgerichte adviesraden, commissies of stuurgroepen en anderzijds alle andere vormen van inspraak die het de belanghebbende of belangstellende burgers mogelijk maken om op adviserende wijze betrokken te worden bij de totstandkoming en desgewenst ook bij de opvolging van de beleidsbeslissingen, die hen aanbelangen.

Elk jaar zal, in het kader van het in artikel 240 bedoelde jaarverslag, melding worden gemaakt van de initiatieven en van de realisaties op dit domein. »

Art. 6

Artikel 242 van dezelfde wet wordt opgeheven.

5 februari 1992.

J. ANSOMS
P. BREYNE
F. CAUWENBERGHS
F. SARENS
J. VAN LOOY
M. VAN PEEL